

Tribunal Supremo (Chambre civile): arrêts du 5 septembre 2006, du 20 octobre 2006, du 13 décembre 2006 et du 14 mars 2007

La Chambre civile du Tribunal Supremo espagnol a rendu au cours des derniers mois quatre arrêts d'intérêt en application des Conventions de Bruxelles et de Lugano en matière d'exequatur (qui serviront aussi à interpréter les articles respectifs du Règlement 44/2001). Le Tribunal s'est occupé de trois groupes de questions : le domaine d'application des Conventions ; les conséquences de la défaillance du défendeur ; et les mesures provisoires et conservatoires.

1) En ce qui concerne la première question, la cour a dû se prononcer sur l'application des conventions aux aliments et en matière de faillite.

Dans l'affaire décidée par l'arrêt du 14 mars 2007, il s'agissait de l'exequatur d'une pension compensatoire entre époux accordée par un tribunal suisse. Le défendeur soutenait que la pension ne relevait pas du champ d'application de la Convention de Lugano, puisqu'elle ne peut pas être qualifiée comme aliments, au sens utilisé par l'article 5.2 CL. Cependant, le TS a retenu, en s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, que les termes juridiques utilisés par la Convention de Bruxelles (suivie à ce point par celle de Lugano) devaient recevoir une interprétation autonome et restrictive en ce qui concerne les matières exclues de son domaine d'application. À son avis, une pension compensatoire entre époux appartient au domaine des obligations alimentaires (arrêt de la CJCE du 6 mars 1980, *De Cavel c. De Cavel*) et ne peut donc pas se voir refuser l'exequatur pour cette raison.

L'arrêt du 13 décembre 2006 a suivi la même méthode du recours à une interprétation autonome des règles conventionnelles pour décider si une procédure danoise était une faillite au sens de l'article 1.2 CB : en s'appuyant sur l'arrêt rendu par la CJCE dans l'affaire *Gourdain c. Nadler* (22 février 1979), le TS a considéré que le jugement dont on prétendait l'exequatur appartenait au domaine des procédures de faillite et a refusé de le reconnaître.

2) La défaillance du défendeur dans la procédure d'origine a été aussi une question sur laquelle le TS s'est prononcé à plusieurs reprises. Dans les cas d'exequatur de jugements rendus par défaut, le défendeur essaye souvent de faire recours à l'article 27.2 CB/CL, en soutenant que son absence de la procédure était la conséquence que l'acte introductif de l'instance ne lui a pas été signifié ou notifié régulièrement et en temps utile. Ce moyen de défense oblige aux tribunaux de l'État requis à vérifier comment s'est déroulée la notification dans la procédure d'origine, notamment lorsqu'elle a dû avoir lieu à l'étranger : dans

* *GPR-Zeitschrift für Gemeinschaftsprivatrecht-European Community Private Law Review-Revue de droit privé communautaire*, 2007, n° 4, pp. 168-169.

ces cas, c'est surtout l'infraction des règles de la Convention de La Haye de 1965 qui est dénoncée.

Ainsi, dans l'affaire décidée par l'arrêt du 20 octobre 2006 le défendeur défaillant était une société espagnole qui avait été condamnée par le tribunal de commerce de Marseille au versement de certaines sommes. Le défendeur fait appel contre la décision du tribunal espagnol qui octroie l'exequatur au jugement français en soutenant que celui-ci ne s'était pas servi de l'autorité centrale prévue à la Convention de 1965 pour lui signifier l'acte introductif de l'instance ; au contraire, il avait fait recours directement à la signification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception [art. 10 a) CLH], étant ce moyen à son avis subsidiaire du premier. Le TS rejette cependant le pourvoi et retient que les voies prévues par la CLH se trouvent toutes au même niveau : par conséquent, il n'y a pas de notification irrégulière du seul fait que le tribunal d'origine s'est servi directement d'un des moyens spéciaux des articles 8 à 11, au lieu d'utiliser le système d'autorités centrales des articles 2 à 6.

L'application de la Convention de La Haye fait aussi l'objet de l'arrêt du 5 septembre 2006 : en l'espèce, l'acte introductif de l'instance ouverte auprès un tribunal des Pays Bas avait été signifié à l'administrateur d'une société espagnole en se servant d'un notaire espagnol [article 10 c) CLH], ainsi que par lettre recommandée d'huissier hollandais, avec demande d'avis de réception. Le TS espagnol a encore débouté l'appel du défendeur condamné en défaut, puisque la notification était régulière et sa défaillance devait donc être considérée volontaire, voire stratégique.

Dans d'autres cas la défaillance du défendeur dans la procédure d'origine lui sert aussi pour faire appel contre l'exequatur en soutenant que celui-ci serait contraire à l'ordre public de l'État requis (article 27.1 CB/CL) : c'est ce qui est arrivé dans l'affaire décidée par l'arrêt du 14 mars 2007. Le défendeur avait reçu l'acte introductif de l'instance correctement en Suisse, mais n'était pas comparu à l'audience ; le jugement qui le condamnait n'ayant pas pu lui être signifié en personne en deux occasions, il a été établi que la notification s'était cependant produite, selon la législation suisse qui permet considérer notifiée une décision judiciaire lorsque son destinataire, connaissant l'existence de la procédure, rend impossible, de manière coupable, la notification.

L'exequatur d'un tel jugement qui a été signifié de façon fictive serait, selon le défendeur, contraire à l'ordre public espagnol. Le TS fait appel, en ce point, à la jurisprudence de la CJCE (affaires *Krombach* et *Renault*), qui considère que la notion d'ordre public n'a pas de contenu autonome et uniforme, devant plutôt être interprétée à niveau national et interne. En Espagne l'ordre public procédural s'identifie avec les droits et garanties établis par l'article 24 de la Constitution, qui consacre le droit à la protection judiciaire des droits et intérêts légitimes des citoyens et qui interdit les situations de déni de justice et d'absence de moyens pour se défendre. Cependant, il est nécessaire que ces situations ne puissent pas être attribuées à la conduite ou à la négligence de ceux qui les ont subies : c'est pourquoi le TS, en l'espèce, refuse le moyen du défendeur et n'y trouve pas d'obstacle à l'exequatur.

3) Les mesures provisoires et conservatoires ont fait aussi l'objet des arrêts du TS espagnol.

L'arrêt du 13 décembre 2006 refuse l'exequatur à une décision danoise qui ordonnait une mesure conservatoire, sous l'argument qu'elle a été rendue sans l'audience préalable du défendeur : le TS applique ainsi la jurisprudence de la CJCE dans l'affaire *Denilauler c. Couchet Frères* (21 mai 1980).

L'arrêt du 5 septembre 2006 fait face à l'article 39 CB, qui permet de procéder à des mesures conservatoires pendant le délai du recours contre la décision accordant l'exécution et qui établit que celle-ci emporte l'autorisation de procéder à ces mesures. En l'espèce, les tribunaux d'instance et d'appel avaient refusé ordonner des mesures conservatoires, parce que le demandeur n'avait pas montré l'existence d'aucun danger pour l'exécution ; le demandeur se pourvoit en cassation auprès du TS, considérant que l'article 39 CB attribue aux mesures conservatoires un caractère automatique, qui lui épargne la charge de prouver ce danger. Le TS soutient, cependant, que l'article 39 libère le demandeur seulement de la charge de démontrer une apparence juridique favorable, mais non de celle de démontrer la situation de danger, qui est nécessaire en tout cas pour l'octroi des mesures conservatoires.